

## **Combien coûte l'immigration aux pays d'accueil?**

Par L'EXPRESS.fr avec AFP ,publié le 07/07/2018

Chômage, croissance ou finances publiques, le coût et les bénéfices de l'immigration ont été chiffrés par les économistes.

Avantages économiques ou fardeau ? Les économistes s'accordent sur des tendances générales, globalement favorables aux pays hôtes malgré la défiance des politiques et des contribuables des pays d'accueil. Chômage, croissance, finances publiques...Les situations varient fortement selon les territoires d'accueil, l'époque ou le type de migrants (familiaux, économiques, réfugiés).

Tour d'horizon des faits établis et des idées reçues, au moment où la "marche solidaire et citoyenne" de soutien aux migrants arrive samedi à Calais.

### **Quel impact sur le marché de l'emploi?**

Dans un rapport publié en juin, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) soulignait que "la crise des réfugiés a accru les préoccupations de l'opinion publique quant aux avantages supposés des migrations", avec des inquiétudes sur "les salaires ou l'emploi".

Pour Emmanuelle Auriol, de la Toulouse School of Economics, il est cependant "faux" de dire que l'accueil des immigrés "rajoute du chômage". "Les migrants occupent des emplois souvent non pourvus", note-t-elle.

Autre avantage, mis en valeur par le groupe de réflexion BSI Economics: les flux migratoires augmentent la demande en stimulant la consommation.

Dans une étude publiée le 20 juin, l'OCDE a estimé que le nombre de chômeurs pourrait "augmenter d'environ 6%" d'ici à décembre 2020 en Allemagne, en l'absence de mesures favorisant "l'accès à l'emploi des réfugiés".

Un effet négatif toutefois considéré comme temporaire. "En moyenne, et sur le long terme, les études convergent pour dire que l'immigration n'a pas d'effet négatif sur l'emploi", insiste Anthony Edo, chercheur au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii).

### **Quel impact sur la croissance?**

"Il n'y a pas de doute, les migrations accroissent le produit intérieur brut" des pays d'accueil, en stimulant la consommation et l'activité, assure Jean-Christophe Dumont, chef du département migrations à l'OCDE.

Dans une étude publiée mi-juin, des chercheurs du CNRS ont eux aussi conclu, qu'un afflux de migrants entraînait une hausse du PIB par habitant évaluée à 0,32% sur deux ans.

"Souvent, les migrants qui arrivent n'ont rien, ils ont besoin de tout", souligne Emmanuelle Auriol. "Leur donner de l'argent revient donc à faire une sorte de plan de relance keynésien".

À moyen et long terme, les immigrés sont aussi plus enclins à se lancer dans les affaires. Selon une étude de la National Venture Capital Association, sur 10.000 immigrés aux États-Unis, 62 créent une entreprise, un taux deux fois plus important que pour les natifs.

D'après les économistes du McKinsey Global Institute, les immigrants ont ainsi contribué pour près de 10% du PIB mondial en 2015, alors qu'ils ne représentaient que 3,4% de la population internationale.

### **Quel impact sur les finances publiques?**

L'immigration est souvent perçue comme un facteur aggravant pour les finances publiques, notamment dans des pays comme la France ou l'Italie, lourdement endettés. L'argument généralement avancé étant que les immigrés perçoivent plus de prestations sociales qu'ils ne cotisent.

Une affirmation qui relève de l'idée reçue, selon Anthony Edo, qui juge l'impact fiscal de l'immigration "globalement neutre".

Tito Boeri, patron de la sécurité sociale italienne, a observé cette semaine que son pays en déclin démographique avait besoin d'immigrés pour payer ses retraites.

### **Europe et crise des migrants**

***LIRE AUSSI >> "L'Italie a besoin d'immigrés pour payer ses retraites"***

Selon l'OCDE, les étrangers sont ainsi surreprésentés dans les allocataires sociaux dans les premières années qui suivent leur arrivée mais contribuent ensuite à l'économie, du fait d'une structure d'âge favorable faisant qu'ils pèsent moins sur les retraites.



# LE VRAI COÛT DE L'IMMIGRATION EN FRANCE

PUBLIÉ LE 15/04/2015

© Capital (Source Insee) Tous droits réservés

## Le débat fait rage sur l'intégration des étrangers et de leurs descendants. Des faits et des chiffres pour évaluer sereinement leur rôle.

Des quartiers entiers de Paris livrés à la charia, des «no-go zones», où les chrétiennes elles-mêmes n'osent pas sortir sans voile, des imams fanatisés qui terrorisent la population à la barbe des politiques et des policiers... La description apocalyptique de notre pays que la chaîne newyorkaise Fox News a diffusée en janvier dernier a fait sourire tout le monde de ce côté-ci de l'Atlantique. Quels pitres, quand même, ces Américains ! Pour avoir une vision aussi folle de la réalité, il faut vraiment qu'ils ne comprennent rien à l'immigration, rien à l'islam et rien aux subtilités de notre République. Mais, entre nous, pouvait-on attendre autre chose des Yankees ?

On ne voudrait pas gâter l'ambiance, pour une fois qu'on s'amuse un peu. Mais sommes-nous vraiment bien placés pour nous moquer des prédicateurs de Fox News? Pas sûr. Car la façon dont nous abordons nous-mêmes la question de l'immigration n'est pas toujours plus subtile. En général, notre débat public se limite à une sorte de face-à-face stérile entre deux thèses découpées à la serpe et pareillement caricaturales. D'un côté le discours cotonneux de la gauche irénique : les immigrés sont une chance pour la France, ils ne coûtent rien aux finances publiques, ne posent pas de problème de sécurité, s'intègrent fort bien dans notre société, et ne nourrissent les statistiques du chômage que parce que nos entreprises et nos préjugés les chassent impitoyablement du marché du travail - rien de leur faute, tout de la nôtre, en somme. De l'autre, les anathèmes habituels des partisans du Kärcher, les immigrés (en particulier ceux qui viennent du Maghreb et d'Afrique noire) sont juste là pour profiter du système, ils coûtent des milliards à la collectivité, ne font aucun effort pour s'intégrer et ne trouvent pas d'emplois parce qu'ils préfèrent se livrer au trafic de drogue jusque dans la cour des mosquées - tout de leur faute et rien de la nôtre, donc. Naturellement, pour étayer cet amoncellement de lieux communs simplistes et opposés, les uns et les autres brandissent des brassées de chiffres incontestables et définitifs, malheureusement presque toujours faux. Cela n'a rien d'étonnant d'ailleurs, puisque nos statisticiens traînent les pieds depuis des décennies pour nous en livrer. La démographe Michèle Tribalat, quasiment mise au ban de l'Ined (l'Institut national d'études démographiques) depuis des années pour avoir juste voulu dire les choses, aurait à en raconter sur ce point...

Disons-le tout net, ce dossier ne s'inscrit pas dans cette bipolarisation passionnée. Son objectif est d'essayer de répondre sans idée préconçue ni prévention idéologique aux questions que pose l'immigration dans notre pays d'un point de vue économique. Quelle est au juste la contribution réelle des étrangers et de leurs descendants (ceux que l'on appelle couramment les deuxième et troisième générations) au développement de notre pays ? Quelle proportion de prestations sociales consomment-ils ? Pourquoi une partie d'entre eux ne parvient-elle pas à trouver sa place dans notre société ? Les réponses que nous apportons dessinent, nous allons le voir, un tableau bien plus nuancé que ceux que l'on brosse habituellement.

Premier constat, qui agacera sans doute les aficionados de la préférence nationale : sans ses immigrés, la France ne serait pas la cinquième puissance économique du monde. Loin s'en faut ! Au classement de la richesse nationale, elle serait distancée par le Royaume-Uni, l'Italie, le Brésil et peut-être même talonnée par la Russie. Cela tient à une simple question arithmétique. Selon les calculs de Michèle Tribalat, les étrangers accueillis sur notre sol depuis 1960 représentent aujourd'hui avec leurs descendants une masse de près de 10 millions d'habitants, autrement dit 15% de la population. Or, comme les 55 millions d'autres, ces personnes consomment des biens, travaillent, se logent, bref, nourrissent l'activité dans l'Hexagone. D'après les estimations de Lionel Ragot et Xavier Chojnicki, deux des rares économistes à avoir travaillé sur le sujet, les seuls immigrés de première génération ont acquitté en 2005 un peu plus de 18 milliards d'euros de taxes sur la consommation, c'est-à-dire proportionnellement presque autant que le reste de la population. Autant dire que, sans eux, bien des entreprises devraient fermer leurs portes, faute de débouchés.

### La «diversité» au sein du personnel accroît la rentabilité des entreprises

Et beaucoup d'autres auraient les pires difficultés à demeurer compétitives. Celles qui ne pourraient pas compter sur le personnel étranger pour accomplir des tâches ingrates à bas coût, bien sûr. Dans certains secteurs, comme le bâtiment et le nettoyage, elles sont des milliers à profiter de l'aubaine. Mais aussi celles qui emploient une main d'œuvre venue d'ailleurs ou issue de l'immigration dans des postes qualifiés, et qui auraient beaucoup de mal à s'en passer. Selon le cabinet Goodwill Management, la «diversité des ressources humaines» fait en effet bondir la rentabilité des entreprises de 5 à 15%, en fonction des types d'activité.

>>> Lire aussi : [Grâce aux immigrés, nos entreprises sont plus compétitives](#)

Deuxième constat, qui, cette fois, ne ravira pas le camp des Bisounours : oui, les immigrés de première et de deuxième génération consomment plus d'aides sociales que les autres. Et même beaucoup plus. Selon les estimations de Lionel Ragot et Xavier Chojnicki, les résidents originaires du Maghreb et d'Afrique noire étaient 1,6 à 1,7 fois plus nombreux que le reste de la population à percevoir des allocations chômage, et 3,8 fois plus nombreux à bénéficier des minima sociaux. Même s'ils sont en revanche moins gourmands en remboursement de soins, leur surconsommation coûte chaque année plusieurs centaines de millions d'euros à notre pays. Elle n'a cependant rien de surprenant ni de scandaleux, puisqu'elle est l'exact reflet statistique de la situation sociale de ces habitants, et non le fruit d'un comportement pervers de déviation. Selon l'Insee, le taux de pauvreté des foyers immigrés est un peu plus de trois fois supérieur à celui des «autres ménages».

>>> Lire aussi : [Les immigrés abusent-ils de notre système ?](#)

Au reste, ces dépenses ne sont que la partie émergée de l'iceberg. On peut reprocher beaucoup à nos gouvernements successifs, d'avoir baissé la garde sur la sécurité, sacrifié l'autorité à l'école et fermé les yeux sur les comportements discriminatoires, on peut les accuser d'avoir observé sans réagir la montée du fondamentalisme islamique et laissé se développer des ghettos impossibles à gérer. Mais certainement pas d'avoir lésiné sur les budgets.

Entre les 5 milliards d'euros investis chaque année dans la rénovation des cités HLM (un tiers de leurs habitants sont immigrés ou issus de l'immigration), le milliard dépensé pour les zones d'éducation prioritaire, les 800 millions consacrés à la couverture médicale des clandestins, les innombrables subventions offertes aux associations des «quartiers», sans parler des stages et autres contrats de qualification financés à jet continu par le ministère du travail, on peut dire que la République a mis le paquet pour aider les immigrés à s'intégrer.

### Le taux de chômage des enfants d'immigrés africains dépasse 24%

Sans doute les défenseurs perpétuels de la bonne cause ont-ils raison de souligner qu'une grande partie de ces dépenses a été couverte par les impôts et les charges payés par les populations concernées. En revanche, répéter à l'infini que les immigrés ont été abandonnés par la République est un non-sens économique.

Troisième constat : oui, en dépit de tout cela, le processus d'intégration par l'économie fonctionne beaucoup moins bien avec les familles arabo-musulmanes et subsahariennes qu'avec les vagues d'immigration précédentes. Même si une bonne partie de ces populations s'en tire plutôt bien, et parvient à faire des étincelles, un chiffre suffit à le démontrer. Selon l'Insee, le taux de chômage moyen était en 2010 de 8,8% pour les personnes dont les parents étaient nés en France, de 16% pour les immigrés proprement dit et de... 24% pour les enfants d'étrangers d'origine non européenne. «C'est la première fois que la deuxième génération s'en sort globalement moins bien que la première», confirme le sociologue Philippe d'Iribarne.

>>> Lire aussi : ["La culture arabo-musulmane peut nuire à l'intégration"](#)

>>> Lire aussi : [Les bons conseils des immigrés qui ont réussi en France](#)

Bien sûr, cette mauvaise surprise tient en partie à la dureté de la crise. A la différence de ceux des Polonais ou des Portugais, les enfants des Maghrébins ont dû faire leur trou au moment où le chômage explosait. Sans doute s'explique-t-elle aussi par le manque de perspectives qu'offre notre société fatiguée d'elle-même, paralysée par les blocages et les rigidités. Les multiples anecdotes que l'on nous a relatées sur le «plafond de verre» dans les entreprises tricolores nous l'ont confirmé.

**Trois fois moins de chance d'être embauché pour un musulman**

Les résultats du «testing Diouf» aussi. Pour jauger nos DRH, Marie-Anne Valfort, chercheuse à la Sorbonne, a envoyé en 2010 trois CV exactement semblables à des dizaines d'entreprises. Le premier, établi au nom d'Aurélié Ménard, a obtenu un taux de réponse de 25% ; le second, au nom de Marie Diouf, «bénévole au Secours catholique», 21% ; et le troisième, supposé être envoyé par Khadija Diouf, «bénévole au secours islamique», seulement 8%. Mais - l'éclatante réussite des Asiatiques, dans un contexte socio-économique similaire, le prouve mieux que tous les discours - l'échec d'une partie des deuxièmes générations maghrébine et subsahélienne tient sans doute aussi aux immigrés eux-mêmes et à leurs familles. A leur façon d'aborder l'éducation. D'appréhender l'école. A leur refus, parfois, d'accepter les règles de notre société et d'en intégrer les codes. Torts partagés, en somme.

*Philippe Eliakim*

>>> Lire aussi : [Immigration : notre école doit reprendre tout de zéro !](#)